

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;  
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;  
Eloise Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,  
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Échevin·e·s* ;  
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie  
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,  
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid  
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,  
*Conseillers communaux* ;  
Jean-Claude Vitoux, *Président du C.P.A.S.* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Conseillers communaux*.

**Séance du 30.01.25**

---

**#Objet : Règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal - Modification #**

---

Séance publique

**Sport**

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale;

Vu le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal en vigueur;

Conformément à la modification législative du 5 avril 2024 étendant le champ d'application de la loi du 22 décembre 2009, sur l'interdiction de fumer sur les terrains de sport ainsi que dans toutes zones de supporters environnantes.

DECIDE

d'adopter le règlement d'occupation et d'ordre intérieur du Stade communal suivant:

**Art 1.**

Le présent règlement est d'application dans les locaux et annexes du Stade Communal d'Auderghem sise chaussée de Wavre 1854 à 1160 Bruxelles.

Il s'applique à toutes les personnes qui fréquentent le Stade.

Ce règlement sera affiché à l'entrée du Stade et chacun est censé en avoir pris connaissance.

**Art 2.**

L'occupation du Stade est subordonnée à l'autorisation du Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem et au strict respect de l'horaire d'occupation établi par lui.

Les autorisations visées au présent règlement sont délivrées à titre précaire sous forme d'un titre personnel et incessible qui n'engage pas la responsabilité de la commune et sont révocables.

Elles peuvent être retirées à tout moment lorsque l'intérêt général l'exige.

Elles peuvent aussi être suspendues ou retirées par le collège des bourgmestre et échevins lorsque leur titulaire commet une infraction au présent règlement ou au règlement général de police, conformément à la procédure prévue à l'article 119bis de la Nouvelle loi communale sans que le bénéficiaire puisse prétendre à une indemnité.

Les bénéficiaires doivent se conformer strictement aux prescriptions de l'acte d'autorisation et veiller à ce que l'utilisation de celle-ci ne puisse nuire à autrui, ni compromettre la sécurité, la tranquillité, la salubrité ou la propreté publique.

La commune n'est pas responsable des dommages qui pourraient résulter de l'exercice, fautif ou non, de l'activité visée par l'autorisation.

L'acte d'autorisation doit être disponible sur les lieux mis à disposition et être exhibée à toute réquisition de la police ou de toute autre personne habilitée.

**Art 3.**

L'autorisation d'occupation est subordonnée au paiement d'une taxe fixée par le règlement fixant les taxes pour l'occupation des biens communaux.

**Art 4.**

Les demandes d'occupation permanentes qui concernent les occupations hebdomadaires régulières ou la participation à un championnat officiel de la saison suivante doivent toujours être introduites le plus tôt possible et, en tout cas, avant le 30 juin de la saison précédente.

Après cette échéance et en cours de saison, les réservations se feront en tenant compte des heures laissées libres par les championnats et les occupations hebdomadaires programmées.

Le planning est affiché à l'avance au local de réception des terrains et des réservations pour les heures encore disponibles peuvent se faire après contact avec le service des Sports de l'Administration communale ou **via l'application BigCaptain.**

**Art 5.**

Les terrains sont accessibles conformément aux conventions de mise à disposition de terrains conclue avec la « Royale Union de Football Association d'Auderghem » **et avec le « Brussels Citizens Rugby »** ainsi qu'aux autorisations dûment accordées et au tableau horaire d'occupation arrêté par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Toute modification de cet horaire est de la compétence du Collège des Bourgmestre et Echevins, lequel se réserve le droit de le modifier de sa propre initiative si les nécessités de fonctionnement ou de gestion l'exigent.

**Art 6.**

Le titulaire de l'autorisation ne peut donner aux terrains aucune autre destination que celle pour laquelle l'autorisation lui a été accordée. Il est tenu d'occuper, à l'exclusion de toute autre, l'aire sportive qui lui a été attribuée.

Il ne peut non plus, de sa propre initiative, modifier la durée de l'occupation qui lui a été octroyée.

**Art 7.**

Le titulaire d'une autorisation d'occuper un terrain ne peut céder sans l'accord du Collège des Bourgmestre et Echevins cette autorisation à d'autres personnes ou groupements.

**Art 8.**

Toute modification d'horaire des activités, qu'elle soit permanente ou occasionnelle (réservation, annulation, changement de jour ou d'heure) devra être sollicitée auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins au moins quinze jours à l'avance.

Dans la mesure du possible, les modifications seront intercalées dans l'horaire établi en tenant compte du calendrier et des conventions de mise à disposition de terrains conclue avec la « Royale Union de Football Association d'Auderghem » **et le « Brussels Citizens Rugby ».**

Les groupements intéressés par ces changements devront s'efforcer d'organiser leurs activités en fonction de ces modifications indépendantes de la volonté du Collège des Bourgmestre et Echevins et dont celui-ci ne pourra être rendu responsable.

**Art 9.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation devront avoir fait couvrir leur responsabilité civile pour les dommages causés aux tiers (autres occupants ou usagers comme personnes extérieures) et aux biens, équipements et installations mis à disposition par une police d'assurance.

**Art10.**

Le titulaire de l'autorisation d'occupation reste toujours personnellement responsable vis-à-vis des tiers et de n'importe quelle autorité ou administration.

Il est tenu, le cas échéant, de payer taxes, impôts, droits d'auteurs et autres redevances éventuelles qu'entraîneraient ses activités, en ce compris la pratique de sports.

**Art11.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation sont, pendant la durée de l'occupation, responsables de tout dommage causé, tant aux locaux eux-mêmes qu'à leurs dépendances et à l'équipement, aussi bien par les affiliés que par toute autre personne des clubs adverses.

Tout dommage causé entraînera l'indemnisation intégrale par le titulaire de l'autorisation, sans préjudice de

sanctions administratives qui pourraient également être prises.

**Art12.**

Les groupements sans personnalité juridique utilisant les terrains devront désigner une personne qui sera responsable vis-à-vis du Collège des Bourgmestre et Echevins de l'application du présent règlement et du respect des consignes et recommandations qui pourraient être faites par toute personne qualifiée.

**Art13.**

On ne peut utiliser les aires de jeux qu'en portant des chaussures de sport adéquates selon les terrains : les semelles avec cales, studs et spikes sont autorisées sur les terrains en herbe mais interdites sur les terrains synthétiques.

Il est interdit de nettoyer ses chaussures dans les douches, les vestiaires et les couloirs d'accès.

**Art14.**

L'accès aux terrains n'est permis qu'aux personnes dont la présence est indispensable au bon déroulement des entraînements et des compétitions.

Les accompagnants, qu'ils soient membres de clubs sportifs ou simple spectateur, doivent se tenir, soit dans les tribunes, soit dans la Cafétéria, soit dans une zone qui leur est ponctuellement réservée et qui doit être déterminée de commun accord avec le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Si des accompagnants sont ainsi exceptionnellement acceptés sur les terrains, ils le sont sous l'entière responsabilité du titulaire de l'autorisation d'occupation et doivent être encadrés par celui-ci.

**Art15.**

Les utilisateurs des terrains ne peuvent se déshabiller ou se vêtir que dans les locaux destinés à cet effet. Une liste des vestiaires à occuper est affichée, les utilisateurs sont tenus de la respecter scrupuleusement.

En cas d'occupation simultanée d'un même vestiaire par plusieurs titulaires d'autorisations d'occupation, ils doivent faire grouper les vêtements de leurs adhérents afin de faciliter l'installation des autres sportifs.

**Art16.**

Chaque titulaire de l'autorisation d'occupation est aussi responsable de la bonne utilisation des vestiaires, des douches et du respect du présent règlement par les clubs «visiteurs».

**Art17.**

L'autorisation d'occuper les locaux sportifs implique l'autorisation d'utiliser, suivant le tableau d'occupation, les parties des vestiaires et des douches nécessaires, et ce, pendant le temps strictement indispensable, à savoir, au maximum une demi-heure avant et une demi-heure après la durée de l'activité.

**Art18.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation et les personnes dont ils répondent doivent veiller à ne pas perturber les activités des autres personnes autorisées à occuper les locaux. A cet effet, ils veilleront à n'utiliser que le terrain qui leur a été attribuée ; ils commenceront et termineront leurs propres activités aux heures prévues, en ce compris la pose et la remise en place du matériel.

Ils s'organiseront aussi pour libérer les vestiaires et les douches dans les délais prescrits à l'article 17.

**Art19.**

Les personnes, joueurs ou spectateurs, qui par leur comportement, nuiraient à la bonne tenue ou au bon fonctionnement de l'établissement ou qui ne respecteraient pas les prescriptions réglementaires et recommandations qui leur sont faites, pourraient être expulsées et l'accès de l'établissement pourrait leur être interdit, soit temporairement, soit définitivement.

**Art20.**

Les titulaires d'autorisations d'occupation doivent procéder, suivant les directives données, à la mise en place ainsi qu'au démontage et au rangement, aux endroits prévus, du matériel qui leur est nécessaire. Ces opérations doivent se faire à l'intérieur de la plage horaire qui a été attribuée au club et sans dépasser leur heure de fin d'activité.

Le titulaire de l'autorisation d'occupation est tenu de surveiller le bon déroulement de ces opérations. Il veillera aussi à ce que le matériel ne soit ni poussé, ni traîné par terre afin d'éviter toute détérioration des terrains.

**Art21.**

Afin d'éviter des accidents et une détérioration rapide du matériel, tout titulaire d'autorisation d'occupation est prié d'informer, le plus tôt possible, le Collège des Bourgmestre et Echevins de toute défectuosité constatée au niveau des équipements.

**Art22.**

Le matériel éventuellement apporté sur les terrains l'est au propre risque des titulaires d'autorisations d'occupation et moyennant autorisation préalable. Si ce matériel reste en permanence dans les locaux et est normalement accessible, il est à la disposition de toute personne autorisée à occuper les locaux.

**Art23.**

En cas d'accord par le Collège des Bourgmestre et Echevins, le titulaire d'autorisation d'occupation et toute personne dont il répond qui quitte le Stade alors qu'il n'y a pas d'occupation immédiatement après lui doit éteindre l'éclairage, fermer les robinets et douches, mettre les radiateurs hors gel et impérativement fermer l'accès au Stade avec les moyens mis à sa disposition.

Sa responsabilité est engagée en cas d'occupation illicite ou d'accident qui surviendrait suite à un défaut de fermeture de ces locaux.

**Art24.**

Les manifestations revêtant un caractère exceptionnel feront l'objet d'un examen particulier, dans chaque cas, par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Pour ces manifestations, un règlement séparé définira les conditions dans lesquelles elles doivent se dérouler.

**Art25.**

L'utilisation des terrains et locaux par des sportifs individuels non organisés pourra être autorisée par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

**Art26.**

Le Collège des Bourgmestre et Echevins décline toute responsabilité quelconque en cas de vol, de perte ou de détérioration d'objets personnels ou de matériel appartenant à des groupements ou des personnes fréquentant les installations.

**Art27.**

Sauf autorisation expresse, l'affichage est interdit sur les murs, portes et vitres. Par contre, divers panneaux d'affichage sont mis à la disposition des clubs et des utilisateurs.

Il n'y a pas d'autorisation d'affichage préalable sur ces panneaux mais le Collège des Bourgmestre et Echevins se réserve cependant le droit de retirer des annonces qu'il jugerait inadéquates.

**Art28.**

Les activités sportives en plein air au sein d'établissements sportifs ouverts au public même si leur accès est limité à certaines catégories de personnes, y compris en présence de spectateurs, ne peuvent dépasser le niveau de bruit spécifique de 30dB(A) pendant une tranche horaire d'au moins 12 heures consécutives pour les nuits du samedi au vendredi et d'au moins 8 heures consécutives pour les nuits du vendredi au samedi, les nuits précédant les jours fériés légaux et, à titre exceptionnel et moyennant annonce au moins 8 jours à l'avance des horaires programmés, avec possibilité de consultation de cette programmation à un endroit visible et accessible au public, y compris les riverains, pour les périodes de congés scolaires.

**Art 29.**

Conformément à la modification législative du 5 avril 2024 étendant le champ d'application de la loi du 22 décembre 2009, il est interdit de fumer sur les terrains de sport ainsi que dans toutes zones de supporters environnantes. Toute personne présente dans le stade devra se conformer aux marquages au sol prévus spécifiquement à cet effet ainsi qu'à la signalétique y afférente. Cette disposition entre en vigueur le 31 décembre 2024.

**Art30.**

Les réclamations éventuelles sont à adresser au Collège des Bourgmestre et Echevins de la Commune d'Auderghem.

**Art31.**

Sera puni d'une amende administrative de maximum 250 €, quiconque contrevient aux dispositions du présent règlement.

Le Conseil approuve le projet de délibération.

30 votants : 30 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 31 janvier 2025

Le Secrétaire communal,  
Par délégation,

L'Échevin·e,  
Par délégation,

Quentin Stévenart

Eloïse Defosset

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST  
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;  
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;  
Eloïse Defosset, Matthieu Pillois, Florence Couldrey, Martine Maelschalck, Stéphanie Paulissen,  
Michel Blampain, Philippe Adriaenssens, *Schepenen* ;  
Jeannine Crucifix, Marc Vandame, François Lebovy, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Valérie  
Glatigny, Martin Willemart, Emmanuelle Poznanski, Zora Molenberg Clerbaux, Mathieu Poma,  
Noémie Dekoninck, Valérie Locatelli, Valérie Lowagie, Alodie De Poorter, Laure Henvard, Ingrid  
Venier, Audrey Huet, Gabriela Banu, Ahmed Lagha, Jean-François Noël, Alan Lenglet,  
*Gemeenteraadsleden* ;  
Jean-Claude Vitoux, *Voorzitter van het O.C.M.W.* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

**Verontschuldigd**

Elise Willame, Didier Molders, Myriam Fobe, *Gemeenteraadsleden*.

**Zitting van 30.01.25**

---

**#Onderwerp : Bezettingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion -  
Wijziging #**

---

Openbare zitting

**Sport**

DE RAAD,

Gelet op het artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet, artikel;

Gezien de huidige bezettingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion;

In overeenstemming met de wetwijziging van 5 april 2024, die het toepassingsgebied van de wet van 22 december 2009 uitbreidt, om roken te verbieden op de sportterreinen en in alle omliggende supporterszones.

BESLIST

- de hieronder bezettingsreglement en reglement van interne orde van het gemeentelijk stadion goed te keuren :

**Artikel 1.** Dit reglement is van toepassing in de lokalen en aanhorigheden van het Gemeentelijk Stadion van Oudergem, gelegen aan de Waversesteenweg 1854, 1160 Brussel.

Dit geldt voor alle personen die het stadion betreden.

Dit reglement wordt bij de ingang van het stadion opgehangen en iedereen wordt geacht er kennis van te hebben genomen.

**Artikel 2.**

Het gebruik van het stadion is onderworpen aan de toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem en aan de strikte naleving van het door hen vastgestelde gebruiksschema.

De in dit reglement bedoelde vergunningen worden voorlopig en op persoonlijke, niet-overdraagbare basis verleend. Ze binden de gemeente niet en kunnen te allen tijde worden ingetrokken wanneer het algemeen belang dit vereist.

Ze kunnen ook worden geschorst of ingetrokken door het College van Burgemeester en Schepenen bij inbreuk op dit reglement of op het algemeen politiereglement, volgens de procedure voorzien in artikel 119bis van de Nieuwe Gemeentewet, zonder dat de begunstigde aanspraak kan maken op enige vergoeding.

De vergunninghouders moeten strikt voldoen aan de voorschriften van de vergunning en ervoor zorgen dat het gebruik ervan geen hinder veroorzaakt voor anderen, noch de veiligheid, rust, volksgezondheid of netheid in gevaar brengt.

De gemeente is niet aansprakelijk voor schade die kan voortvloeien uit de al dan niet foutieve uitoefening

van de activiteit waarop de vergunning betrekking heeft.

De vergunning moet ter plaatse beschikbaar zijn en op verzoek van de politie of een andere bevoegde persoon worden getoond.

#### **Artikel 3.**

De vergunning voor het gebruik van het stadion is onderworpen aan de betaling van een belasting, zoals vastgesteld in het belastingreglement voor het gebruik van gemeentelijke eigendommen.

#### **Artikel 4.**

Aanvragen voor permanent gebruik, zoals wekelijkse bezettingen of deelname aan een officieel kampioenschap van het volgende seizoen, moeten zo vroeg mogelijk en in ieder geval vóór 30 juni van het voorgaande seizoen worden ingediend.

Na deze datum en tijdens het seizoen zullen reserveringen worden gemaakt op basis van de nog beschikbare uren na de geplande kampioenschappen en wekelijkse bezettingen.

Het planningsschema wordt vooraf uitgehangen in de ontvangstruimte van de terreinen, en reserveringen voor beschikbare uren kunnen worden gemaakt na contact met de Sportdienst van het gemeentebestuur of **via de applicatie/website BigCaptain.**

#### **Artikel 5.**

De terreinen zijn toegankelijk volgens de gebruiksovereenkomsten die zijn afgesloten met "Royale Union de Football Association d'Auderghem" en "**Brussels Citizens Rugby**", evenals volgens de verleende vergunningen en het door het College van Burgemeester en Schepenen vastgestelde gebruiksschema.

Wijzigingen in dit schema vallen onder de bevoegdheid van het College van Burgemeester en Schepenen, dat zich het recht voorbehoudt om dit naar eigen inzicht aan te passen indien nodig voor het beheer of de werking.

#### **Artikel 6.**

De vergunninghouder mag de terreinen niet voor een ander doel gebruiken dan waarvoor de vergunning is verleend. Hij is verplicht uitsluitend het toegewezen sportterrein te gebruiken.

Hij mag ook niet op eigen initiatief de duur van de toegekende bezetting wijzigen.

#### **Artikel 7.**

De vergunninghouder mag zijn vergunning niet zonder toestemming van het College van Burgemeester en Schepenen overdragen aan andere personen of groepen.

#### **Artikel 8.**

Elke wijziging van het activiteitenrooster, zowel permanent als incidenteel (reservering, annulering, wijziging van dag of tijdstip), moet ten minste vijftien dagen van tevoren worden aangevraagd bij het College van Burgemeester en Schepenen.

Indien mogelijk worden wijzigingen geïntegreerd in het vastgestelde schema, rekening houdend met de planning en overeenkomsten met "Royale Union de Football Association d'Auderghem" en "**Brussels Citizens Rugby**".

Betrokken groepen moeten hun activiteiten zo organiseren dat ze zich aanpassen aan deze wijzigingen, die buiten de wil van het College van Burgemeester en Schepenen liggen en waarvoor zij niet verantwoordelijk kunnen worden gesteld.

#### **Artikel 9.**

Vergunninghouders moeten hun burgerlijke aansprakelijkheid laten verzekeren voor schade aan derden (andere gebruikers of externe personen) en aan de ter beschikking gestelde goederen, uitrusting en installaties.

#### **Artikel 10.**

De vergunninghouder blijft te allen tijde persoonlijk aansprakelijk tegenover derden en tegenover elke autoriteit of administratie.

Hij is verplicht om, indien van toepassing, belastingen, auteursrechten en andere heffingen te betalen die voortvloeien uit zijn activiteiten, inclusief sportbeoefening.

#### **Artikel 11.**

Vergunninghouders zijn gedurende de gebruikperiode verantwoordelijk voor alle schade, zowel aan de lokalen zelf, de aanhorigheden als de uitrusting, veroorzaakt door leden, tegenstanders of andere betrokkenen.

Elke veroorzaakte schade moet volledig worden vergoed door de vergunninghouder, onverminderd eventuele administratieve sancties.

**Artikel 12.**

Groepen zonder rechtspersoonlijkheid die de terreinen gebruiken, moeten een verantwoordelijke persoon aanwijzen die tegenover het College van Burgemeester en Schepenen verantwoordelijk is voor de naleving van dit reglement en de gegeven instructies.

**Artikel 13.**

Sportterreinen mogen alleen worden betreden met geschikt sportschoeisel: schoenen met noppen, studs en spikes zijn toegestaan op natuurgrasvelden maar verboden op kunstgrasvelden.

Het is verboden om schoenen schoon te maken in douches, kleedkamers en toegangsruimtes.

**Artikel 14.**

Toegang tot de terreinen is alleen toegestaan aan personen die noodzakelijk zijn voor het goede verloop van trainingen en wedstrijden.

Begeleiders, zowel leden van sportclubs als gewone toeschouwers, moeten zich bevinden in de tribunes, de cafetaria of een speciaal toegewezen zone, die in overleg met het College van Burgemeester en Schepenen wordt bepaald.

Indien begeleiders uitzonderlijk toegang krijgen tot de terreinen, gebeurt dit onder de volledige verantwoordelijkheid van de vergunninghouder en moeten ze door hem worden begeleid.

**Artikel 15.**

Gebruikers van de terreinen mogen zich alleen omkleeden in de daartoe bestemde lokalen. Een lijst van de toegewezen kleedkamers wordt uitgehangen en moet strikt worden gerespecteerd.

Bij gelijktijdig gebruik van een kleedkamer door meerdere vergunninghouders moeten zij ervoor zorgen dat kleding van hun leden wordt gegroepeerd om ruimte te maken voor andere sporters.

**Artikel 16.**

Elke vergunninghouder is verantwoordelijk voor het correcte gebruik van kleedkamers, douches en voor de naleving van dit reglement door bezoekende clubs.

**Artikel 17.**

De vergunning om sportlokalen te gebruiken omvat ook het recht om, volgens het bezettingsschema, gebruik te maken van de noodzakelijke delen van kleedkamers en douches, en dit gedurende maximaal een half uur vóór en een half uur na de activiteit.

**Artikel 18.**

Vergunninghouders en de personen onder hun verantwoordelijkheid moeten ervoor zorgen dat ze de activiteiten van andere gebruikers niet verstoren. Ze mogen uitsluitend het toegewezen terrein gebruiken en moeten hun activiteiten starten en beëindigen op de geplande tijdstippen, inclusief het opzetten en opruimen van materiaal.

Ze moeten er ook voor zorgen dat kleedkamers en douches binnen de voorgeschreven tijd worden vrijgemaakt, zoals bepaald in artikel 17.

**Artikel 19.**

Personen, spelers of toeschouwers, die door hun gedrag de goede werking van het stadion verstoren of de voorschriften niet naleven, kunnen worden verwijderd en de toegang tot het stadion kan hun tijdelijk of permanent worden ontzegd.

**Artikel 20.**

Vergunninghouders moeten, volgens de gegeven instructies, zorg dragen voor het opstellen, demonteren en opbergen van het gebruikte materiaal op de daarvoor voorziene plaatsen. Deze werkzaamheden moeten plaatsvinden binnen de toegekende tijd en zonder overschrijding van de eindtijd.

De vergunninghouder is verantwoordelijk voor het toezicht op deze handelingen en moet ervoor zorgen dat materiaal niet wordt geslept om schade aan de terreinen te voorkomen.

**Artikel 21.**

Om ongevallen en versnelde slijtage van het materiaal te voorkomen, wordt elke vergunninghouder verzocht om defecten aan de uitrusting zo snel mogelijk te melden aan het College van Burgemeester en Schepenen.

**Artikel 22.**

Materiaal dat door vergunninghouders wordt meegebracht, gebeurt op eigen risico en enkel met voorafgaande toestemming. Indien dit materiaal permanent in de lokalen wordt achtergelaten en normaal toegankelijk is, staat het ter beschikking van andere gebruikers met een vergunning.

**Artikel 23.**

Indien er na de activiteiten geen directe bezetting volgt, moeten vergunninghouders bij het verlaten van het



stadion verlichting uitschakelen, kranen en douches sluiten, radiatoren in vorstbeveiliging zetten en de toegang tot het stadion correct afsluiten.

Bij nalatigheid blijft de vergunninghouder aansprakelijk voor ongeoorloofd gebruik of ongevallen.

**Artikel 24.**

Manifestaties met een uitzonderlijk karakter zullen afzonderlijk worden beoordeeld door het College van Burgemeester en Schepenen. Voor dergelijke manifestaties zal een specifiek reglement de voorwaarden vaststellen waaronder ze moeten plaatsvinden.

**Artikel 25.**

Individuele sporters zonder aansluiting bij een georganiseerde vereniging kunnen door het College van Burgemeester en Schepenen toestemming krijgen om de terreinen en lokalen te gebruiken.

**Artikel 26.**

Het College van Burgemeester en Schepenen wijst elke verantwoordelijkheid af in geval van diefstal, verlies of beschadiging van persoonlijke voorwerpen of materiaal dat toebehoort aan groepen of personen die gebruik maken van de faciliteiten.

**Artikel 27.**

Zonder uitdrukkelijke toestemming is het verboden om affiches aan te brengen op muren, deuren en ramen. Er zijn echter verschillende officiële prikborden beschikbaar voor clubs en gebruikers.

Voor deze prikborden is geen voorafgaande toestemming vereist, maar het College van Burgemeester en Schepenen behoudt zich het recht voor om mededelingen te verwijderen die zij ongepast acht.

**Artikel 28.**

Buitensportactiviteiten in sportfaciliteiten die openstaan voor het publiek, zelfs indien de toegang beperkt is tot bepaalde categorieën personen en in aanwezigheid van toeschouwers, mogen het specifieke geluidsniveau van 30 dB(A) niet overschrijden gedurende een periode van minimaal 12 opeenvolgende uren tijdens de nachten van zaterdag tot vrijdag en minimaal 8 opeenvolgende uren tijdens de nachten van vrijdag op zaterdag, de nachten voorafgaand aan wettelijke feestdagen en, bij uitzondering, op voorwaarde dat het programma ten minste 8 dagen van tevoren wordt aangekondigd.

Dit programma moet worden weergegeven op een voor het publiek, inclusief omwonenden, zichtbare en toegankelijke plaats.

**Artikel 29.**

In overeenstemming met de wetwijziging van 5 april 2024, die het toepassingsgebied van de wet van 22 december 2009 uitbreidt, is roken verboden op de sportterreinen en in alle omliggende supporterszones.

Iedere aanwezige in het stadion moet zich houden aan de specifieke markeringen op de grond en de bijbehorende signalisatie.

Deze bepaling treedt in werking op 31 december 2024.

**Artikel 30.**

Eventuele klachten dienen te worden gericht aan het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Oudergem.

**Artikel 31.**

Overtredingen van dit reglement kunnen worden bestraft met een administratieve geldboete van maximaal €250.

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 31 januari 2025

De Gemeentesecretaris,  
Bij opdracht,

De Schepen,  
Bij opdracht,

Quentin Stévenart

Eloïse Defosset